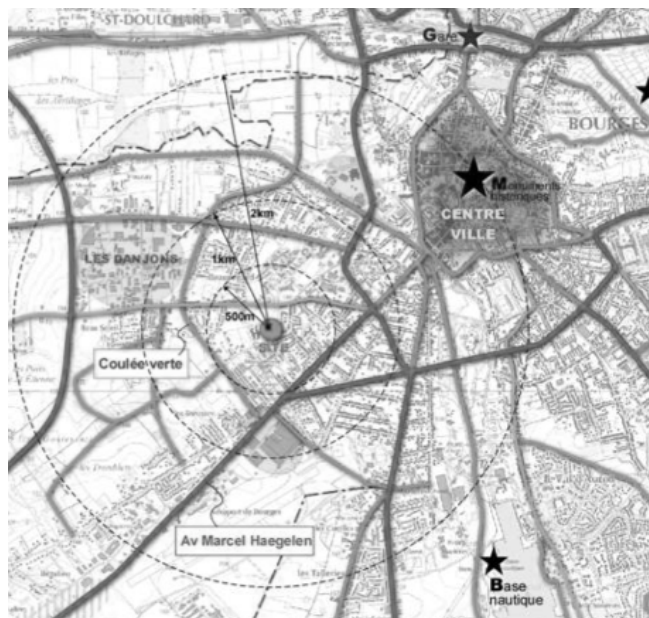


recherche

Nathalie Bonnevide

CROISER LES CONCEPTS

La réhabilitation de l'ancien foyer des Goulevents à Bourges : entre volonté d'innovation et limites opérationnelles



Ce lieu ignoré de tous possède pourtant de véritables atouts. Sa localisation d'abord, puisqu'il se situe dans un secteur dynamique de l'agglomération, sujet de toutes les attentions de la municipalité, qui y conduit plusieurs grands projets : requalification de l'avenue Marcel Haegelen, développement du projet de la ZAC des Breuzes, confortement de grands pôles d'emploi,... Toutes choses très favorables à l'initiation d'un projet de reconversion. **Une de ses caractéristiques ensuite, puisque très vite, il apparaît à ceux qui l'analysent comme un site « entre ville et campagne ».** La présence de la coulée verte de Bourges, à 5 min à pied à peine, prolongée par des jardins potagers, n'est pas étrangère à ce sentiment. Mais la proportion d'emprises dégagées, plantées ou non, sur la parcelle de l'ancien foyer, conforte cette perception.

Requalifier ce patrimoine, c'est donc d'abord imaginer sa réintégration dans la ville, en travaillant sur ses franges, sur l'espace public qui le jouxte, en l'ouvrant plus largement, en le reconnectant à la route de la Chapelle, axe structurant du quartier, voire en imaginant une densification d'usage et de construction de sa parcelle pour créer les continuités urbaines qui lui font aujourd'hui défaut.

Les Goulevents, un patrimoine stigmatisé et remis à l'écart de la « vraie ville »

Le moins que l'on puisse dire du foyer des Goulevents, c'est qu'il s'agit d'un site discret, peu connu des berruyers eux-mêmes... Et pour cause : cet ancien foyer d'accueil pour adultes handicapés mentaux a su se faire oublier dans la ville. Localisé en périphérie des faubourgs de Bourges, dans un secteur aujourd'hui dévolu aux institutions de santé, il se tapit derrière ses murs, comme retiré de la vie et de la ville, à l'image de ce que l'établissement a pu être, il n'y a pas si longtemps... (Le foyer a en effet été fermé en 2007 par les Résidences de Bellevue, pour des raisons sanitaires essentiellement)



Le bâtiment des Goulevents aujourd'hui



Un site à l'abri derrière ses murs

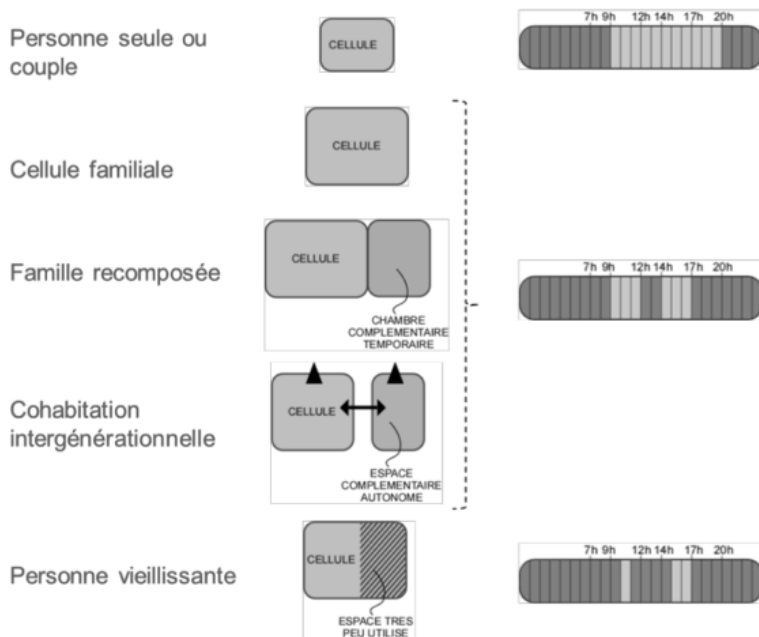
Un projet de requalification qui suscite un groupement de maîtrise d'ouvrage portant une commande ambitieuse, mais où tout reste à définir...

Face à ce patrimoine à la conception datée des années 70, son propriétaire, l'association des Résidences de Bellevue, prend rapidement la décision après son abandon qu'elle ne se lancera pas dans un projet de réhabilitation pour son propre usage, la configuration du bâtiment ne se prêtant pas aux exigences contemporaines des établissements d'accueil de personnes âgées. Les Résidences se tournent alors vers le bailleur social du territoire : Jacques Cœur habitat.

Les deux partenaires s'associent pour monter un projet aux objectifs ambitieux. De leurs discussions naît en effet l'idée de reconvertir les Goulevents en un immeuble d'habitat intergénérationnel modulable. Il s'agit pour eux, dans un programme de logement social, d'apporter des solutions aux ménages d'aujourd'hui en tenant compte de l'évolution des modes de vie, mais aussi d'anticiper sur les contraintes liées au vieillissement de la population en favorisant la cohabitation des ménages en promouvant du « vivre ensemble ». Mais au-delà du concept, dans le détail, tout reste à définir : le nombre de logements à intégrer dans le bâtiment, la typologie de ceux-ci, la nature des espaces à prévoir au sein du logement, les modalités de cohabitation entre résidents, les espaces à mutualiser ou les compléments programmatiques à prévoir...

Alors, parce qu'ils pressentent qu'il faudra innover pour réaliser ce projet, ils décident de présenter leur candidature au programme « Logement Design pour tous » initié par le PUCA².

L'institution répond favorablement à leur attente en les sélectionnant et en les intégrant au programme d'expérimentation. Et un peu plus tard, nous sommes retenus à notre tour comme assistants à maîtrise d'ouvrage de l'équipe.



Evolutions de la cellule logement tout au long de la vie et suivant les profils des ménages

la salle à manger qui perd sa fonction au profit de la cuisine, celle-ci devenant un lieu de convivialité et non plus un simple espace de préparation que l'on cache ; la chambre, qui accueille de plus en plus d'usages, notamment pour les enfants et adolescents du ménage pour lesquels elle est un lieu privé et public à la fois ; la salle de bain qui grandit pour devenir un espace de bien être à part entière ; et bien sûr les éternels oubliés du logement collectif que sont le rangement, et les fonctions plus « logis-

tiques » telles que le traitement du linge ou le bricolage.

Face à cette démultiplication des usages, la réponse programmatique est triple : elle passe par un inévitable accroissement des surfaces utiles de certaines pièces, par une intelligence d'aménagement et de conception qui facilite la polyvalence d'usage, mais peut-être aussi par un travail sur le périmètre de la cellule lui-même. Car les besoins relatifs à la cellule logement nous paraissent clairement évoluer tout au long

Programmation et conception : comment interagir et donner une place à tous les acteurs de l'acte de construire du logement ?

Parce que c'est ce que nous savons le mieux faire, et parce que nous sommes convaincus que cela permet de maîtriser la qualité des opérations, nous décidons de nous conformer aux 3 grandes étapes de démarche de programmation : la définition des besoins, la faisabilité et la formalisation du cahier des charges à l'attention des concepteurs.

Mais d'emblée, nous choisissons de réinterroger le jeu d'acteurs, et de séquencer la démarche par des allers-retours avec des concepteurs d'une part, et avec les habitants d'autre part. Car la maîtrise d'ouvrage ne peut plus définir seule les besoins des habitants à venir et anticiper sans cesse sur leurs exigences dans un schéma économique toujours plus contraint, et la maîtrise d'œuvre ne peut plus concevoir un projet de façon isolée et avec une attention exacerbée sur le geste. Une préoccupation qui ne date pas d'hier, puisque le PUCA lui-même a déjà expérimenté des méthodes de programmation dites « génératives » pour des établissements médico-sociaux... Mais sans aller jusqu'à la généralisation des processus, la méthode ayant été jugée trop complexe par les acteurs de l'époque. Pourtant, ses principes nous paraissent reprendre de l'acuité face aux contraintes actuelles de la production du logement et l'idée de les expérimenter à nouveau nous séduit. C'est pourquoi Filigrane programmation s'est adjoint l'équipe du LéaV, le laboratoire de recherche de l'Ecole nationale d'architecture de Versailles, pour rendre effective l'interaction entre programmation et conception en développant à chaque fois que possible des réflexions partagées avec de jeunes architectes, mais sans oublier les futurs habitants...

² Plan urbanisme construction architecture du Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie. Ce programme d'expérimentation a pour objectif « de programmer, concevoir, réaliser des programmes de logements novateurs, en explorant de nouvelles pistes pour une conception renouvelée des logements, suscitant l'émergence de projets ambitieux à coût et qualité maîtrisés et testant des solutions innovantes sur des opérations de logements, dans le neuf et dans l'existant. »

L'évolution des modes de vie: un impact réel à prendre en compte sur la cellule logement

Notre première interrogation porte sur la cellule logement elle-même, la conception des logements ayant très peu évolué ces dernières décennies alors que les modes de vie de nos concitoyens ont beaucoup changé. La diversification des profils de ménages, l'individualisation des pratiques et des modes de vie, le nomadisme des usages sont aujourd'hui autant de réalités peu prises en compte dans la production de logements.

La question est celle de la standardisation de la programmation, les produits que sont les T1, T2, T3, etc... ne répondant pas nécessairement bien à la segmentation très fine de la demande. Les chercheurs ayant travaillé sur la question³ pointent deux enjeux majeurs : comment donner plus d'espace –utile et perçu– dans le logement et comment donner plus de souplesse d'usage et d'autonomie aux différents lieux de vie qui composent le logement ? Sur la base de nos lectures, nous imaginons alors que certains espaces devront être plus spécifiquement étudiés :

de la vie et des parcours résidentiels des individus. Au fil du temps, le ménage s'accroît, et sa demande en surface augmente,... avant de s'amenuiser à nouveau lorsque les enfants sont partis et qu'il devient plus difficile d'entretenir sa maison... Les familles recomposées, les ménages monoparentaux ou les schémas de cohabitation intergénérationnelle (jeune actif ou personne vieillissante) génèrent des demandes d'espaces complémentaires qui sont plus ponctuels. Les actifs exerçant

à domicile également. La question légitime qui se pose alors est celle de la mise en commun de ces surfaces et services en dehors de la sphère privée du logement. La réflexion rejoint celle soulevée par les projets d'habitat participatif⁴, le partage d'espaces étant perçu comme un moyen pour chaque ménage de réduire la surface de son logement pour une qualité de vie meilleure.

Oui mais voilà : Ces généralités se vérifient-elles à Bourges ? Quelles sont les attentes

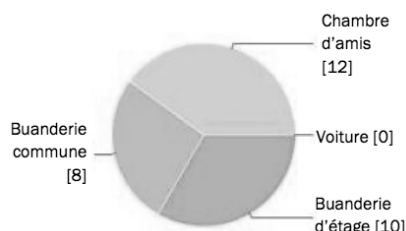
et aspirations des habitants de ce territoire ? Quels usages accepteraient-ils de sortir de leur logement pour mettre en commun dans un espace partagé ? Et à quelle échelle : celle du voisinage direct ? du pallier ? de l'immeuble ? Nous décidons donc d'interroger des habitants du bassin de vie à travers deux modalités : la diffusion d'un questionnaire auprès du personnel des Résidences de Bellevue déjà sensibilisés au projet et l'organisation d'un atelier de travail intergénérationnel, pour lequel nous lançons

un appel à participants dans le Berry Républicain.

³ On relèvera notamment les travaux de Christian Moley, « Concilier qualité et rationalité dans la conception du logement », LQCM/PUCA, décembre 2000 et ceux de Monique Eleb « Les évolutions de l'habitat et des modes de vie aujourd'hui », Lancement de la prospective Habitat 2022, USH, Octobre 2008.

⁴ Cf Camille Devaux, « De l'expérimentation à l'institutionnalisation : l'habitat participatif à un tournant? », article publié sur le site www.metropolitiques.eu, le 23 janvier 2012.

⁵ Le contenu des échanges est disponible sur le site de ce programme du PUCA. www.design-puca.fr



Résultat de l'enquête auprès des personnels de Bellevue concernant la mise en commun de locaux



Atelier intergénérationnel : Quels usages du logement?



Entretien avec les résidents de Bellevue : les difficultés de la personne vieillissante

Un « vivre ensemble » qui passe aussi par une ouverture sur le quartier

Ainsi, au fil des échanges avec les habitants et les acteurs, le contenu programmatique du projet ne cesse de s'enrichir... Et très vite, l'opportunité de rattacher au projet des programmes complémentaires se fait jour. Car la question du partage de locaux dépasse la communauté des locataires potentiels de l'immeuble, pour intégrer la sphère des habitants du quartier. Sont évoqués dans un premier temps l'idée de services tels que des professionnels de soin et de santé, un dépôt de pain, un petit bazar pour répondre aux besoins spécifiques de la personne vieillissante. Puis dans un second temps,

Pendant l'atelier⁵, les volontaires se sont retrouvés par petits groupes de trois autour de deux plateaux de jeu complétés d'un jeu de cartes. Il s'est agi dans un premier temps de localiser les usages au sein des différentes pièces du logement en confrontant les avis des uns et des autres puis de discuter collectivement sur les espaces à mettre en commun pour trouver des consensus. Au cours de la discussion, si certains de nos présupposés se sont trouvés confirmés, en revanche, nous avons eu quelques surprises. Le mixage entre sphère privée et sphère professionnelle n'est par exemple pas appréciée, les participants estimant qu'un espace spécifique doit pouvoir être libéré pour cet usage au sein du logement si le besoin se fait jour. Les prolongements du logement sont plébiscités, mais sous condition d'offrir de réelles qualités d'usage. Quant à la mutualisation des espaces au sein d'une même résidence, elle paraît être un plus, mais à certaines conditions. Pour les espaces de rangement, de buanderie ou de petit bricolage, la cohabitation est envisagée, mais à l'échelle d'un voisinage rapproché de 2 à 3 logements, seul susceptible d'emporter la confiance. La demande d'un espace commun de rencontre et de convivialité, très polyvalent, et ménageant les desideratas de toutes les générations, est également apparue. La proposition du groupe consiste en deux salles communicantes, l'une pour les enfants et les jeunes, l'autre pour les adultes.

Dans tous les cas, c'est la question du « vivre ensemble » qui se pose, et de sa capacité à « tenir le choc » au cours du temps. Car les participants de l'atelier n'ignorent pas que le projet s'adresse à des locataires de logements sociaux, et que la population de l'immeuble devrait, par conséquent, se voir renouvelée au gré des départs et arrivées des ménages...

Un projet intergénérationnel quésaco ?

Et c'est cette même préoccupation qui taraude les représentants de notre maîtrise d'ouvrage, qui souhaitent voir se développer au sein de l'immeuble des Goulevents un habitat intergénérationnel, favorisant l'entraide. Les professionnels de Bellevue en particulier se désespèrent de devoir accueillir de plus en plus de personnes vieillissantes en EPHAD, cette entrée en institution signant très souvent le glas de leur autonomie. Ils savent que la stratégie du maintien à domicile, moins coûteuse pour la société, ne pourra pourtant s'envisager qu'au prix d'une remise en cause importante de la conception de l'habitat, tant à l'échelle de la cellule elle-même qu'à l'échelle de l'immeuble.

Le mouvement à l'échelle de la cellule a d'ores et déjà été amorcé par la mise en conformité des logements à la réglementation accessibilité, mais reste à conforter et à élargir par des considérations liées aux problèmes de la fatigabilité et des troubles de l'orientation des personnes vieillissantes.

Mais au niveau de l'immeuble il s'agit de faire de la cohabitation subie une cohabitation choisie, qui démultiplie les cercles du privé. Cette programmation a tendance à focaliser les attentions sur le « projet de vie » de la communauté, ce projet matérialisant par une forme de contractualisation les engagements des futurs locataires envers leurs pairs. Ce contrat est bien sûr essentiel, mais il est probable qu'il ne suffise pas. De tous les entretiens que nous avons effectués, quels que soient les publics, il ressort le besoin clair d'une personne, sorte de concierge moderne, capable tout à la fois de repérer les compétences des résidents, d'organiser l'animation et de gérer les locaux et services communs.

Et au-delà, favoriser la cohabitation intergénérationnelle, passe aussi vraisemblablement par des usages plus informels, qui passent par des espaces de circulation dans le prolongement direct du logement, des espaces aménagés pour « se poser » et depuis lesquels l'observation de l'extérieur ou de lieux de vie est rendu possible. Car l'enjeu est de solliciter la personne vieillissante, de lui donner envie de sortir de son logement pour maintenir une prise directe avec l'extérieur.

des représentants du comité du quartier de l'aéroport, que nous avons sollicités pour réaliser un diagnostic en marchant et débattre au cours d'un atelier, confirment le vrai besoin d'un cabinet médical sur le secteur et nous font remonter d'autres besoins : un point de vie réunissant des services de la mairie mais aussi de la CAF serait bienvenu. Cet espace pourrait être associé à une salle d'activités diverses (cartes, danses, repas de quartier etc.) à destination des associations, qui font état d'un manque récurrent pour organiser leurs activités.

L'identification de ces besoins n'est pas pour nous déplaire, au contraire, car elle renchérit sur la capacité d'ouverture du projet. Mais elle sous-entend également, il ne faut pas se le cacher, un niveau de complexité supplémentaire, et ce au moins pour deux raisons. La première nous est familière puisque nous y sommes souvent confrontés dans notre pratique de programmistes : il s'agit de la coexistence de fonctionnement de plusieurs entités au sein d'un même bâtiment, celles-ci devant cohabiter sans se gêner (accès différenciés, vues à préserver pour les logements, contraintes techniques en cas d'horaires différenciés,...). La seconde est une contrainte opérationnelle. En effet, ces programmes relèvent de maîtrises d'ouvrages distinctes, et la Ville de Bourges devient de fait, à travers ces programmes, un partenaire incon-tournable du projet.



Atelier avec le comité de quartier : Un diagnostic en marchant méritait !

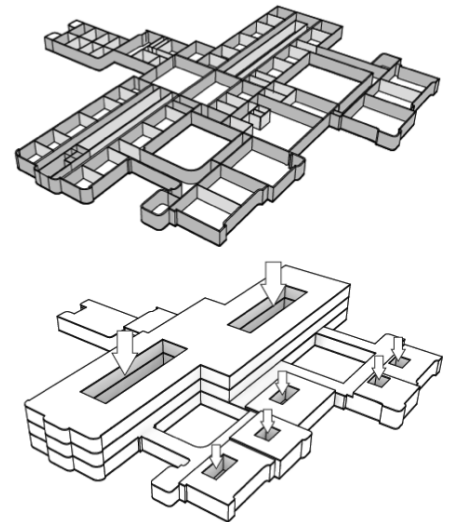
A mi-parcours : un projet qui promet d'être passionnant, un changement d'image amorcé pour les Goulevents, mais des blocages à lever

In fine, le contenu amassé au cours de ces mois d'étude permet d'imaginer une programmation de logements très riche, dépassant les standards actuels pour initier un renouveau de la conception de la cellule logement elle-même mais aussi du programme de l'immeuble de logements. A l'échelle

du bâtiment, il s'agira de concevoir dans une logique réinventée des transitions depuis l'espace public vers l'espace privatif en passant par des espaces communs et en valorisant des programmes complémentaires.

Un passage des étudiants de Versailles, au détour du printemps dernier, nous a même laissé entrevoir des capacités d'adaptation du bâtiment des Goulevents pour donner lieu à un projet qualitatif en termes de qualité de vie. Ces jeunes architectes ont, en quelque sorte, réussi à libérer le bâtiment de son

image austère et de ses contraintes pour en proposer d'autres lectures : celle d'un bâtiment aux terrasses habitables, aux patios revalorisés, et celle d'un bâtiment qui pouvait voir sa volumétrie évoluer, pour mieux intégrer la demande actuelle de logements traversants ou multi-orientations. Les images issues de ce travail ont d'ailleurs fait leur effet auprès des acteurs de la maîtrise d'ouvrage lors de la restitution : enfin, l'espoir de voir les Goulevents se transformer était permis...



Workshop étudiants Ensa V : Simulation d'investissement des toitures terrasses, analyse du système porteur, travail sur la volumétrie des Goulevents par extrusion

Mais quid de la soutenabilité financière du projet pour le bailleur ?

En effet, de premières études de faisabilité nous ont amené à la conclusion que la réhabilitation de ce patrimoine est une opération qui équivaut en termes de coût aux opérations en construction neuve à Bourges. Car l'enveloppe du bâtiment est à reconsidérer dans son intégralité pour répondre aux performances thermiques attendues aujourd'hui et le travail de volumétrie nécessaire pour atteindre un niveau de qualité dans les logements est impactant structurellement.

Mais, à croire les enquêtes nationales, la clientèle de Jacques Cœur comme des autres Offices HLM, a tendance à se paupériser. Dans ce contexte, Jacques Cœur ne peut que souhaiter une maîtrise globale de la quittance (loyer+charges) adressée à ses locataires. Or l'augmentation des surfaces promue par notre approche qualitative du logement contribue à alourdir l'addition. De plus, tous les services communs ne seront pas utilisés à équivalence par tous les locataires et il est à parier que certains n'accepteront pas de payer pour un service dont ils ne seront pas utilisateurs.

A ce stade du projet, ni Jacques Cœur, ni notre équipe, n'avons trouvé les moyens de résoudre cette équation a priori insoluble...

Des solutions résident probablement dans la recherche de subventions, notamment dans le cadre de la production des programmes complémentaires. Nous avons aussi évoqué le fait de mettre l'ADEME autour de la table pour initier un cercle vertueux d'exigences sur la mise en œuvre de solutions techniques innovantes de rénovation de l'enveloppe.

Ensuite, il nous faudra probablement rouvrir la programmation de la gamme de logements proposée dans le cadre du projet, par exemple en cherchant à densifier la parcelle, voire en multipliant les effets du programme par l'aménagement d'un terrain jouxtant celui des Goulevents pour différencier la production et ainsi mieux rentabiliser l'opération de réhabilitation du patrimoine ancien.

L'avenir nous le dira... Mais ne désespérons pas, car ce cas de figure pourrait bien, avec un peu de prise de conscience, faire cas d'école et susciter des réflexions à un échelon bien différent...

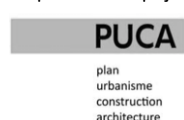
Pour plus d'informations :

filigrane programmation

Chloé Penavaire Simon ou Nathalie Bonnevide
148 rue du Faubourg Saint Denis 75010 Paris
01 42 38 17 65 www.filigrane-programmation.com



Les partenaires du projet :



énsa-v

filigrane
programmation

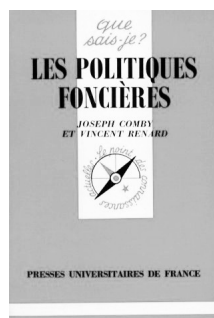




**Rencontres Nationales
du Logement et de l'Habitat**
5 ans pour sortir de la
Crise du Logement
RNLH - HQB
1er mars 2012 152p



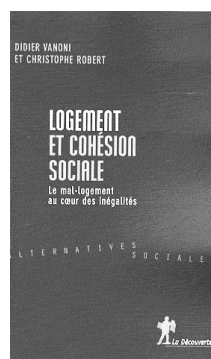
**Hortense Soichet
Antoine Choplin**
Nul n'existe sans habiter
quartier des Fenassiers
Créaphis
octobre 2012 64 p



**Vincent Renard
Joseph Comby**
Que sais-je ?
Les politiques foncières
Presses universitaires de France
juillet 1996 127 p

ciers (condition d'atomicité, transparence, éléments de monopole) interdisent d'y transposer simplement les raisonnements et les résultats généraux de la science économique. Ce n'est d'ailleurs pas d'hier que la théorie de la rente occupe une place à part dans la théorie économique. Ses pères fondateurs, de Ricardo à Maurice Allais, ont consacré des développements propres à ce facteur de production particulier qu'est la terre. Les enjeux des politiques foncières conduisent naturellement à s'interroger sur les objectifs poursuivis, qui peuvent être divers et éventuellement contradictoires, entre l'aménagement et la protection, entre la récupération des plus-values et la relance du bâtiment, la maîtrise du développement et le libre jeu du marché, etc. Il importe alors d'évaluer l'adéquation des politiques suivies au regard des objectifs qu'on leur a assignés.

D'abord, décrire la situation en identifiant précisément les problèmes. Puis immédiatement mettre en regard une réflexion originale, celle de la gratuité du logement et d'idée d'un service public du logement. Avec le repère analytique et l'ouverture conceptuelle, il est possible de commencer à débattre, c'est le chapitre suivant, un moment d'échanges à la recherche des repères pour sortir de la crise du logement. Mais comment classer ces repères, mettre de l'ordre dans les innombrables dimensions du logement et de l'habitat ? Trois clés sont proposées, abordées diversement par une série d'acteurs, qu'ils soient politiques, professionnels, responsables associatifs : l'habitat le cœur du sujet, la maîtrise publique qui permet de construire la politique du logement et le financement de ce secteur. Sont rappelés également les principaux chiffres clés de la crise du logement, ainsi qu'une série d'éléments bibliographiques, pour aller plus loin et continuer de construire les outils de l'alternative à la crise du logement.



**Didier Vanoni
Christophe Robert**
Logement et
cohésion sociale
Le mal-logement
au cœur des inégalités
La Découverte novembre 2007 240 p

"Aux Fenassiers" se distingue d'abord par une empreinte graphique forte, avec une typographie contrastée insistant sur un lieu. Le livre porte le nom d'un lieu dit, celui sur lequel s'est construit une cité à Colomiers en Haute-Garonne. Aux Fenassiers se distingue aussi par une durée : le temps d'un séjour sous forme de résidence d'artiste d'octobre 2011 à avril 2012. La photographe Hortense Soichet y a rencontré des habitants de la cité des Fenassiers. Les photographies et les récits des résidents racontent l'histoire de ce quartier créé dans les années 1960 et appelé à être réhabilité. Les images des espaces domestiques issus de ce travail ne laissent voir aucune présence humaine. Elles dialoguent avec les paroles des habitants et invitent à imaginer qui occupe ces lieux. Les photographies des extérieurs, prises depuis chez les habitants, donnent à voir le quartier depuis l'intérieur. Ce n'est pas véritablement un livre comme les autres : on l'u par le graphiste Thomas Petitjean, c'est un ouvrage d'artiste conjuguant graphisme, photographie, littérature et anthropologie urbaine : l'ouvrage laisse une large place aux images et aux témoignages des habitants et l'édition se démembrer pour qu'habitants et publics puissent la lire ou l'afficher. Cet ouvrage est le deuxième d'Hortense Soichet aux éditions Créaphis ; son livre, Intérieurs, logements à la Goutte d'Or, composé de photographies accompagnées de textes de Paul Ardenne et de Yankel Fijalkow, paru en octobre 2011, a re"u un très bel accueil, et Aux Fenassiers s'inscrit dans la continuité de ce travail sur les intérieurs habités.

On peut être tenté de définir la politique foncière en transposant la définition que donne Joan Robinson de l'économie. L'objet de la science économique – dit-elle – consiste à déterminer «comment doivent être allouées des ressources rares entre des usages concurrents ». L'objet de la « science » foncière serait ainsi de permettre de fixer, soit en termes de résultats, soit en termes de méthode, comment les terrains seront alloués entre les différentes utilisations possibles. Ce seul énoncé soulève aussitôt une question centrale, qui trouve son origine dans la nature économique très particulière du «sol». Un terrain n'est pas un bien économique comme un autre. Tant sa nature (unique, non produit, non reproductible) que l'organisation et le fonctionnement des marchés fon-



Les photographies de l'intérieur de 40 logements du quartier de la Goutte d'Or révèlent des manières d'exister spécifiques dans un territoire urbain en mutation et participent à une meilleure connaissance de milieux sociaux changeants par une approche anthropologique et artistique. Hortense Soichet a visité une centaine de logements dans le quartier parisien de la Goutte-d'Or, entre Montmartre et Barbès. Elle a enquêté auprès des habitants de cette « Zone urbaine sensible » (ZUS) et photographié leur « chez soi » - intérieur et objets - de manière systématique, avec un même point de vue et un même angle. Si les habitants eux-mêmes sont absents des images, ces portraits de logements révèlent des manières d'habiter spécifiques dans un territoire urbain en mutation. De courts extraits d'entretiens accompagnent les images, dont la sélection répond à des critères aussi bien esthétiques que sociologiques. Ce travail témoigne d'une intention documentaire, et rend visible un quartier de l'intérieur, en associant art et anthropologie.

Le livre présente quarante logements avec sept photos chacun. Un texte du professeur et critique d'art Paul Ardenne et un texte du sociologue Yankel Fijalkow accompagnent les photographies.

Alors que la presse se fait de plus en plus l'écho des tensions du marché de l'immobilier ou du mal-vivre dans les banlieues, que le droit au logement opposable a finalement été obtenu sous la pression des associations, la question du logement apparaît encore souvent comme un domaine particulièrement complexe et délicat à saisir dans toutes ses composantes (financières, foncières, techniques, réglementaires) et toutes ses dimensions (urbanistiques, territoriales, sociales, économiques). Cet ouvrage s'intéresse plus particulièrement à la situation des mal-logés (3 millions de personnes aujourd'hui), tout en prenant acte de l'élargissement de cette crise du logement aux classes moyennes. Grâce à une approche par thèmes (logement social, structures d'hébergement et d'accueil d'urgence...) mais aussi par publics (personnes défavorisées, étudiants, ménages vieillissants...), il contribue à dresser un état des lieux de la question du logement en France. Il fait également le point sur le cadre législatif et ses évolutions et offre aux professionnels concernés un ensemble de connaissances permettant de mieux contextualiser leurs pratiques ou de donner une dimension plus stratégique à leurs interventions. Un outil indispensable pour les travailleurs sociaux, responsables associatifs, fonctionnaires territoriaux, chefs de projet, élus locaux qui interviennent sur les questions de logement et sont confrontés sur le terrain à une situation de plus en plus critique.

Hortense Soichet
Intérieurs
Créaphis
octobre 2011
176 p